

## CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT DE GRANULES DE BOIS

Entre les membres désignés ci-après :

Nom du membre (ex : commune de .....)	Représentant légal (Nom Prénom – Qualité)	Décision de l'organe délibérant (n° et date), le cas échéant	Signature et cachet
Office Public de l'Habitat du département du Doubs (Habitat 25)	Jean-Luc LABOUREY Directeur Général		
SYDED (Syndicat mixte d'énergies du Doubs)	Patrick CORNE Président		
.....			

## **Préambule**

Sur le territoire du département du Doubs, le SYDED (syndicat mixte d'énergies du Doubs) intervient en assistance et conseil auprès des communes et intercommunalités pour accompagner la transition énergétique, par la mise en place d'actions visant à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables.

A ce titre et en tant que consommateur de granulés de bois pour le chauffage de son siège social, le SYDED a proposé de mettre en place un groupement de commandes pour l'achat de ce combustible.

Ce groupement, ouvert à tous les acheteurs publics du territoire départemental, a pour objectifs de :

- Mutualiser les besoins en vue de parvenir à un volume de consommation permettant d'obtenir des offres de fourniture compétitives ;
- Faciliter et sécuriser pour les adhérents du groupement, l'ensemble de la procédure d'achat correspondante ;
- Contribuer à la pérennité de la filière "granulés de bois", en garantissant des volumes et conditions d'achats stables sur plusieurs années.

Au plan pratique, le SYDED assurera la coordination du groupement, dont les modalités de fonctionnement sont définies par la présente convention.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **1. Objet du groupement de commandes**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes tel que prévu à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et d'en définir les modalités de fonctionnement.

Ce groupement est constitué entre les personnes publiques signataires de la présente convention, dont la liste figure en tête du document et désignées ci-après "*les membres*".

Le groupement a pour objet de mutualiser la passation d'un accord-cadre portant sur la fourniture de granulés de bois (désignés aussi parfois "pellets") utilisés comme combustible. Chaque membre exécute ensuite l'accord-cadre, pour la part correspondant à ses besoins.

### **2. Prise d'effet – durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les représentants des membres dûment habilités à cet effet. Au plan pratique, il est prévu que l'accord-cadre passé dans le cadre du groupement soit opérationnel au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

La convention, et corrélativement les obligations des parties, prennent fin au terme de l'exécution de l'accord-cadre faisant l'objet du groupement.

La durée pourra être prolongée par avenant, sur décision conforme des membres du groupement.

### **3. Membres du groupement**

Le groupement est composé de communes, de structures intercommunales et de l'Office Public de l'Habitat du département du Doubs (Habitat 25). Les modalités d'adhésion et de retrait, ainsi que le rôle et les obligations des membres sont décrits ci-après.

#### **3.1. Adhésion**

Chaque membre, à l'exception d'Habitat 25, adhère au groupement par décision de son assemblée délibérante approuvant la présente convention, et par la signature de la dite convention par son représentant dûment habilité. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur. Une délibération-type est proposée avec la présente convention.

Habitat 25 adhère au groupement par la signature de la dite convention par son représentant légal, le Directeur Général.

Compte tenu de l'échéancier indiqué à l'article 2 ci-avant, l'adhésion d'un membre n'est prise en compte que si elle est effective au plus tard le 15 avril 2018.

### 3.2. Retrait

Chaque membre peut également se retirer du groupement par décision de son assemblée délibérante ou de son Directeur Général pour Habitat 25, notifiée au coordonnateur. Si le membre démissionnaire est concerné par un bon de commande passé dans le cadre du groupement, il reste engagé jusqu'à l'échéance de la période d'exécution de ce bon de commande. Le retrait ne prend effet qu'après règlement des sommes dues au titre des bons de commande exécutés par le titulaire.

Le coordonnateur est dégagé de toute responsabilité au titre du retrait d'un membre. Ce dernier assume seul les dommages et intérêts ou indemnités susceptibles d'être demandés par le titulaire de l'accord-cadre qui s'estimerait lésé par son retrait.

### 3.3. Rôle et obligations

Pour le bon fonctionnement du groupement, chaque membre s'engage à :

- Répondre, dans les délais impartis, aux demandes du coordonnateur, destinées notamment à définir les besoins et préciser toutes les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Valider pour ce qui le concerne les documents établis par le coordonnateur ;
- Désigner un représentant pour siéger à la commission d'Appel d'Offres (CAO) définie à l'article 6 (un titulaire et un suppléant) ;
- Transmettre au coordonnateur, dans les délais impartis, la décision approuvant l'adhésion au groupement et mentionnant les membres (titulaire et suppléant) désignés pour siéger à la CAO ;
- Assurer la bonne exécution de l'accord-cadre pour la satisfaction de ses besoins, conformément aux dispositions contractuelles correspondantes et procéder au paiement des dépenses lui incombant ;
- Informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige, pouvant notamment avoir une incidence sur la bonne exécution des prestations pour les autres membres.

## 4. Coordonnateur du groupement

Le SYDED, représenté par son Président Patrick CORNE, est désigné coordonnateur du groupement, dénommé ci-après *"le coordonnateur"*. Il a la qualité de pouvoir adjudicateur au sens de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Au nom du groupement et dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics, les principales missions du coordonnateur sont les suivantes :

- Recenser les besoins dans les conditions qu'il fixera afin de définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation à mettre en œuvre ;
- Élaborer les pièces du dossier de consultation des entreprises, en collaboration avec les membres du groupement disposant de services compétents techniquement en la matière, et procéder à la consultation ;
- Désigner un représentant pour présider la CAO définie à l'article 6 (un titulaire et un suppléant) et organiser son fonctionnement ;
- Assurer l'ensemble des opérations d'analyse et de sélection des offres, en collaboration avec les membres du groupement disposant de services compétents techniquement en la matière ;
- D'une façon générale, organiser l'ensemble des opérations de passation de l'accord-cadre ;
- Signer et notifier l'accord-cadre, chaque membre étant chargé de son exécution pour les besoins le concernant ;
- Assurer le suivi du groupement et le bilan de l'accord-cadre afférent, afin de procéder en toute connaissance de cause aux éventuelles modifications, reconductions, résiliations, relances, etc.

Tous les membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution de ces missions.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informés les membres du groupement sur les conditions de déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre.

Les membres du groupement, à l'exception d'Habitat 25, donnent mandat, par la signature de la présente convention, au coordonnateur pour engager toute action en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Avant tout engagement d'une action en justice, Habitat 25 transmettra au coordonnateur une copie de la délibération du Bureau du Conseil d'Administration autorisant la mise en œuvre de l'action en justice.

## **5. Dispositions relatives à l'accord-cadre**

Au regard de l'estimation des besoins à satisfaire et compte tenu de la possibilité de passer l'accord-cadre sur une période maximale de quatre ans, le montant global sera supérieur au seuil européen en vigueur, fixé pour les prestations de fournitures et services (221 000 € HT au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

L'accord-cadre sera passé selon une procédure formalisée, conformément à l'article 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'article 25 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatifs aux marchés publics. La forme sera celle d'un accord-cadre à bons de commandes, avec la possibilité de définir plusieurs lots géographiques.

Chaque membre se chargera d'émettre les bons de commandes correspondant aux fournitures à satisfaire, en ce qui le concerne.

## **6. Commission d'appel d'offres (CAO)**

La CAO chargée de l'attribution de l'accord-cadre est constituée conformément aux dispositions du I. de l'article L1414-3 du Code général des collectivités territoriales et se compose à ce titre, d'un représentant par membre, ayant voix délibérative.

Chaque membre désigne son représentant pour siéger à la CAO, selon les modalités qui lui sont applicables, en nommant un titulaire et un suppléant. Il en informe le coordonnateur en lui notifiant la décision correspondante, par laquelle il lui notifie également son adhésion au groupement. Une délibération-type est proposée avec la présente convention.

La CAO est présidée par le représentant du coordonnateur, qui en assure le fonctionnement. Le Président peut désigner des personnes compétentes pouvant l'assister ou également siéger, avec voix consultative.

## **7. Dispositions financières**

Chaque membre du groupement, en ce qui le concerne, assume l'exécution de l'accord-cadre, des bons de commande et le règlement aux prestataires des montants correspondants. Les membres s'engagent à prévoir les sommes suffisantes à leur budget.

Le coordonnateur prend à sa charge les frais occasionnés au titre de ses missions (frais de personnel, fonctionnement, gestion de l'accord-cadre, etc.).

## **8. Modifications de la convention, résiliation, litiges**

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé par chacun des membres du groupement.

Les litiges susceptibles de naître entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal administratif de Besançon.

Fait à ....., le .....

*Signature du représentant dûment habilité de chaque membre à apposer dans le tableau en tête de la présente convention.*